

Maurice B. Line

Président de la Library Association

SAVOIR C'EST POUVOIR, OR LE POUVOIR EST DANGEREUX

RÉFLEXIONS SUR LA DISPONIBILITÉ DES CONNAISSANCES ET DE L'INFORMATION EN GRANDE-BRETAGNE AUJOURD'HUI*

LE THEME développé ici a maintes fois été abordé ces dernières années. Dans le domaine qui est le nôtre, Bob Usherwood¹ et Trevor Haywood² ont récemment publié deux contributions essentielles et Alastair Allan vient de signer une brochure traitant précisément du problème de l'information gouvernementale³.

Peut-on encore avancer de nouveaux arguments ? Sans doute pas, mais il est vraisemblablement pos-

sible d'esquisser des perspectives nouvelles. En dépit de toutes les paroles prononcées, concrètement, bien peu a été fait. Se pencher à nouveau sur un tel sujet, ce n'est pas s'acharner en vain sur une pauvre chose vidée de sa substance ; en l'occurrence, nous aurions plutôt affaire à un rhinocéros bien vivant et coriace.

Les trois savoirs

Le parallèle établi entre savoir et pouvoir est un lieu commun reconnu comme tel depuis Bacon. Le contrôle exercé sur ceux qui détiennent le savoir et sur la quantité de savoir disponible représente peut-être une source de pouvoir plus importante que le savoir lui-même. Pourtant, le savoir ne forme pas une entité monolithique et homogène ; il existe sous bien des aspects qui tous, mais certains plus que d'autres, véhiculent des formes de pouvoir différentes. Le savoir théorique, le savoir appliqué, la

connaissance de l'être humain constituent trois formes de savoir. Chacune implique un type de pouvoir particulier. Quelqu'un qui connaît comme personne la flore d'un petit village de l'Est-Anglie n'en tire pas forcément un pouvoir (son heure pourrait toutefois venir si l'on ouvrait une enquête sur les effets de la pollution occasionnée par un agriculteur du cru), alors qu'un spécialiste de physique nucléaire qui travaille à repousser les frontières du savoir peut fort bien détenir un pouvoir considérable sur les conditions de vie du genre humain. Dans l'un et l'autre cas le pouvoir s'exerce de façon indirecte puisque ceux qui le possèdent n'ont pas la capacité de le mettre en pratique.

Le savoir appliqué s'acquiert au travers de l'expérience et du savoir-faire, ou grâce à des connaissances théoriques. On peut apprendre à fabriquer des meubles en s'y consacrant pendant des années, la théorie n'intervient que dans la mesure

* Conférence de Maurice B. Line lors du Congrès de la Library Association du Royaume-Uni en 1990, dont il était alors le président. Reproduit avec l'aimable autorisation de *Library Association Record*, 92 (11), November 1990. Traduction d'Oristelle BONIS.

1. Bob USHERWOOD, *The Public Library as Public Knowledge*, Library Association Publishing Ltd, 1989.

2. Trevor HAYWOOD, *The Withering of Public Access*, Library Association Publishing Ltd, 1989.

3. Alastair ALLAN, *The Myth of Government Information*, Library Association Publishing Ltd, 1990.

où des colles plus perfectionnées, de nouvelles méthodes de traitement du bois sont mises au point. Ce savoir confère peu de pouvoir, sauf peut-être sur les gens qui achètent des meubles bancals à leurs risques et périls. Savoir fabriquer des armes chimiques donne en revanche un formidable pouvoir, nous ne le savons que trop.

Quant à la connaissance de l'être humain, celle qui au bout du compte octroie le plus grand pouvoir, elle requiert une attention particulière. A un niveau élémentaire, disposer d'informations sur les autres nous donne sur eux un pouvoir

mais pour se développer et se déployer la force ne peut se passer du savoir. Le dictateur s'appuie aussi, et dangereusement, sur des renseignements d'ordre privé qu'il obtient par le biais de ses services secrets, officiels ou non ; que cette source vienne à se tarir et ses jours sont en principe comptés. Il choisit parfois d'attribuer des pouvoirs restreints à ses informateurs.

Si c'est une banalité que d'assimiler le savoir au pouvoir, c'en est une autre que d'affirmer, comme lord Acton il y a trois siècles, que le pouvoir a un effet corrupteur. Encore n'ai-je jamais entendu ce

force se conforment généralement au principe selon lequel on ne fait pas de révolution sans briser des nuques, et les premières cibles des nouveaux dictateurs sont presque toujours les intellectuels et les centres universitaires.

Dominés et dominants

Le pouvoir est dangereux pour ses victimes, car il finit par les démotiver et les démoraliser à un degré tel qu'il arrive qu'elles ne remarquent même pas à quel point leur autonomie est désormais restreinte. Les membres d'une famille dominée par un père tout puissant ont d'immenses difficultés à grandir et à se prendre réellement en charge. Une entreprise tout entière soumise au contrôle rigide du sommet ne saurait compter sur la responsabilisation du personnel ; il y a des chances pour que les tâches y soient accomplies sans enthousiasme et que sa productivité soit faible. Dans un pays gouverné par un dictateur peut surgir une forme particulière de dépendance culturelle dès lors que les individus exercent le peu de liberté qui leur est laissé en marge de l'État, en développant le marché noir par exemple.

Cette dépendance affecte aussi les modes de pensée ; quiconque a séjourné plus de quelques jours en Europe de l'Est avant les spectaculaires bouleversements de 1989 y aura noté la propension de plus en plus généralisée à l'autocensure : puisqu'il y a des choses qu'il vaut mieux ne pas dire, autant cesser de les penser.

La démocratie suppose par définition un partage du pouvoir. La plupart des prétendues démocraties sont en réalité des oligarchies soutenues par une (ou des) élite(s), où une certaine fraction de la population se partage le pouvoir dans une plus ou moins grande mesure ; il s'agit de démocraties en ce sens

Le pouvoir politique englobe les savoirs théorique, pratique et psychologique

fonction de la quantité et de la nature de ces informations. Il en va ainsi dès l'enfance : connaître un secret sur un camarade ou sur un maître confère à la fois prestige et pouvoir. Comprendre comment les autres fonctionnent mentalement, comment ils sont susceptibles de réagir à des mots ou à des actes dote d'un immense pouvoir, qu'il s'agisse de les manœuvrer en douceur ou simplement de les manipuler. De manière générale et à quelque niveau que ce soit, les connaissances théoriques et appliquées doivent s'appuyer sur la connaissance de l'être humain pour passer dans les faits. Les bons administrateurs utilisent ces trois types de savoir à tous les échelons ; plus le rang hiérarchique est élevé, plus la connaissance de l'être humain s'avère importante.

Le pouvoir politique

Le pouvoir politique englobe ces trois types de savoir, théorique, pratique, psychologique. Le dictateur militaire s'appuie sur la force,

lieu commun dans la bouche d'un individu en position de pouvoir. A vrai dire le pouvoir n'a pas seulement un effet corrupteur, ce qui pourrait suggérer qu'il compromet moralement ceux qui le possèdent et eux seuls ; il est aussi dangereux. Il constitue un danger pour ses possesseurs qui risquent peu à peu de se persuader de leur toute-puissance, voire de leur droit moral à décider de tout. Le pouvoir en soi peut facilement finir par représenter un but suprême, auquel cas ses possesseurs auront alors bien des difficultés à se remettre en cause de crainte de perdre, en même temps que le pouvoir, le sentiment même de leur identité.

Le pouvoir que confère le savoir et son caractère dangereux ont été reconnus dès le III^e siècle avant Jésus-Christ, quand le conseiller du premier empereur de Chine donna l'ordre de brûler tous les livres qui ne traitaient ni d'agriculture ni de médecine, l'empereur se chargeant pour sa part de faire brûler vifs quatre cent soixante érudits. Ceux qui s'emparent du pouvoir par la

seulement qu'elles tiennent compte de la mobilité au sein (et en dehors) de l'oligarchie et de l'élite et prévoient de temps à autre des élections pour renouveler une petite partie de l'oligarchie. Dans tous les cas de figures, le pouvoir dépend de l'information, qu'elle ait été obtenue avant ou après l'arrivée au pouvoir.

L'utilisation du savoir

Savoir, c'est peut-être pouvoir, mais à lui seul le savoir ne confère pas beaucoup de pouvoir, comme le confirmera n'importe quel universitaire ou directeur d'une entreprise moyenne. Le pouvoir réside dans la volonté d'utiliser le savoir, la capacité à l'utiliser et le savoir-faire nécessaire pour y parvenir. En fait, peu de gens aspirent au pouvoir ; la plupart veulent du pouvoir sur ce qui se rapporte à leur existence propre de façon à agir à la fois directement et indirectement, tant sur les occupations de leur famille et de l'entreprise pour laquelle ils travaillent que sur la façon dont se conduit l'État dont ils sont citoyens.

Certaines personnes partagent le pouvoir naturellement, voire compulsivement ; d'autres en sont avares. Le pouvoir est tenu en grande estime, aussi aime-t-on le garder pour soi. Il y a à cela plusieurs raisons, entre autres la possessivité (je possède quelque chose que l'autre n'a pas), l'orgueil, la jalousie, l'insécurité, la peur. Il peut s'agir de la peur née d'une menace qui pèse sur l'individu personnellement ou sur sa position ; ou encore sur le corps auquel il s'identifie : sa famille, son entreprise, son pays. Déterminer dans quelles circonstances une menace devient réelle, la manière dont il convient d'y répondre, autant de questions cruciales qui, à vrai dire, divisent moins la droite et la gauche que les esprits libéraux et

les partisans de l'autorité. Ceux-ci diront que tout le monde va pâtir de l'anarchie qui risque de s'instaurer, ceux-là que l'anarchie a d'autant plus de chances de surgir que le pouvoir est trop chichement distribué.

Partage et rétention

De même qu'il existe des gens disposés à partager le pouvoir et d'autres qui le conservent jalousement, il y a des *partageurs* de savoir et des *rétenteurs* de savoir. Les seconds appartiennent à une espèce assez commune. Enfants, nous nous sommes certainement tous vantés de connaître « un secret » ; adultes, il nous est arrivé de penser, si ce n'est de dire, « *Je sais quelque chose que l'autre ignore* ». Les partageurs de savoir sont tout aussi nombreux, de l'individu qui ébruite au hasard, non

tageur de pouvoir et de savoir, j'estime qu'il est indispensable de distribuer au maximum le savoir et le pouvoir pour garantir la santé de la société. Je ne vois pas comment un pays qui se prétend démocratique peut fonctionner comme tel si ses habitants ne savent pas ce qui s'y passe et pourquoi, s'ils n'ont pas le pouvoir d'agir à cet égard ; car quand on sait ce qui se passe, quand on veut changer les choses et qu'on n'en a pas le pouvoir, tous les ingrédients sont réunis pour générer le malaise et l'aliénation. C'est bien sûr une des raisons pour lesquelles les gouvernements ne souhaitent pas que le peuple en sache trop. La connaissance est en elle-même dangereuse, ainsi que l'illustre l'histoire du jardin d'Éden. Est-ce parce que la connaissance devait remettre en cause son autorité que Yahvé le tout puissant craignait de partager son savoir

De même qu'il existe des gens disposés à partager le pouvoir et d'autres qui le conservent jalousement, il y a des partageurs et des rétenteurs de savoir

sans exhibitionnisme parfois, des faits divers ne présentant que peu ou pas d'intérêt (« *Je parie que tu ne sais pas...* ») à celui qui a à cœur de transmettre des informations pertinentes, importantes, et de communiquer ses idées. Partageurs de pouvoir et partageurs de savoir ont souvent des personnalités assez semblables, de même que les rétenteurs de pouvoir ressemblent aux rétenteurs de savoir. Partout où l'on considère que le pouvoir dépend du savoir, ceux qui possèdent le pouvoir détiennent aussi le savoir. Leur principe directeur pourrait s'énoncer ainsi : « *Puisque savoir c'est pouvoir, garde pour toi ce que tu sais.* » Étant moi-même un compulsif par-

avec les humains, redoutait les conséquences de ce partage sur les humains et sur lui-même ? Une fois la connaissance dispensée, nul ne sait ce qu'en feront les bénéficiaires. Mais de même qu'Eve ne pouvait pas ne pas avaler sa bouchée de pomme, l'humanité a toujours nourri de l'appétit pour les pommes, ou pour le savoir.

Sécurité nationale et secret industriel

Il faut certes fixer des limites aux connaissances mises à la disposition du public sur les sujets qui, par exemple, touchent à la sécurité nationale. La question de décider quels sujets relèvent de la sécurité

nationale et qui doit en décider mérite toutefois d'être débattue. Le problème est que nous n'avons pas idée de l'étendue de notre ignorance, que nous sommes absolument incapables d'évaluer si oui ou non l'accès à des éléments de savoir particuliers pourrait en effet porter tort au pays. Dans ce « nous » j'inclus le Parlement, mal informé de ce qui compte réellement. En Grande-Bretagne, où les rapports sont rendus publics longtemps après que les événements se sont déroulés (et où ce délai paraît encore insuffisant pour certains sujets estimés trop sensibles), il est souvent difficile de se former un jugement, même s'il est parfois clair que ce n'est pas la sécurité de l'État mais la honte qui a poussé à dissimuler la vérité. Si elle est compréhensible, la honte est une très mauvaise excuse pour restreindre l'accès au savoir ; il est à peu près certain que le gouvernement britannique pourrait s'orienter vers plus de transparence sans que la sécurité du pays soit vraiment menacée.

La même chose vaut pour le secret industriel que l'on étend parfois jusqu'à protéger les intérêts de telle compagnie aux dépens de la santé, de la sécurité et des deniers du public ; ceux qui tirent sur la sonnette d'alarme accomplissent souvent un geste salutaire, ils n'en risquent pas moins de se trouver acculés au chômage, à la misère, et il arrive qu'ils se suicident.

Diverses raisons poussent les gens au pouvoir à refuser les discussions ouvertes. Le dialogue retarde presque à coup sûr la décision et conduit parfois à prendre de mauvaises décisions. Il exige par ailleurs qu'on y consacre du temps et de l'énergie, ce qui bien sûr s'accommode mal de la tranquillité d'esprit. Lorsqu'il y a débat, l'information est souvent fournie en fonction de critères hautement sélectifs sous prétexte de gagner du temps,

d'empêcher l'adoption de décisions erronées (ou perçues comme telles), de minimiser les perturbations.

Il existe aussi une raison plus inquiétante : ceux qui gouvernent sont persuadés qu'ils ne peuvent faire confiance à leurs employés ou à leurs administrés. En 1849, John Imray déclarait à ses pairs de la Chambre des Communes qu'« *ils élevaient trop haut les classes inférieures en leur donnant des informations qu'il serait préférable de ne pas mettre à leur portée* ».

Les comportements des gouvernements

Si ces convictions ne s'affichent plus aujourd'hui, elles continuent apparemment d'étayer bien des comportements officiels. Il semble qu'aux yeux du gouvernement (et par gouvernement j'entends non seulement les ministres, mais l'administration dans son ensemble), la confiance à accorder au public se limite à l'appeler aux urnes de temps en temps. Pour le reste on l'ignore, ou on lui jette quelques miettes d'information, assez pour s'assurer ses faveurs jusqu'aux prochaines élections. Une fois prises, les décisions sont convenablement ficelées à l'aide de faits et de chiffres dûment sélectionnés ; si cette présentation n'emportait pas l'adhésion, il suffirait sans doute de la retoucher. Il faut couvrir les erreurs, si innocentes soient-elles, car, à défaut, le peuple pourrait penser que le gouvernement ne sait pas ce qu'il fait. Outre qu'elle est profondément antidémocratique, cette attitude a toutes les chances de généraliser le cynisme et la méfiance. Les citoyens font rarement confiance au gouvernement, même quand ses mobiles et ses actions sont irréprochables.

L'an dernier, à l'occasion d'un voyage aux États-Unis, j'ai consacré deux heures à visiter le

National Security Archive de Washington. Cet organisme à financement privé utilise la loi américaine sur la liberté d'information pour se saisir de tout élément d'information sur l'action du gouvernement à l'étranger. Des chercheurs y travaillent pendant des mois à partir de notes confidentielles, de listings informatiques, de cassettes audio, afin d'établir des dossiers sur les sujets les plus divers – la politique et les agissements du gouvernement américain au Nicaragua, par exemple –, de rassembler donc des renseignements dont la teneur risque souvent de porter préjudice au gouvernement et contredit à l'évidence mainte déclaration officielle. Plusieurs de ces dossiers ont d'ores et déjà été publiés au Royaume-Uni chez Chadwyck-Healey. Or, leur compilation serait impensable dans ce pays. Il est d'ailleurs probable qu'elle va devenir de plus en plus difficile aux États-Unis car, en réaction aux activités du National Security Archive, dorénavant les éléments compromettants ne seront plus ni consignés par écrit, ni enregistrés.

Le gouvernement britannique pourrait alléguer qu'il a accordé plus de pouvoir à plus de gens dans les domaines vraiment importants ; que bien que l'accès à l'information reste assez limité, ses citoyens (certains d'entre eux du moins) ont toute latitude pour décider où ils veulent vivre, travailler, éduquer leurs enfants, se faire soigner. Mais en l'absence d'informations, ce pouvoir est forcément limité : l'adoption des mesures politiques n'ayant pas été précédée d'un débat public, les décisions individuelles sont prises par des gens pas ou peu informés qui, dans bien des cas, se déterminent en fonction de facteurs extérieurs tels le revenu, les choix offerts, le pouvoir de ceux qui décident de l'éventail de ces choix et de leur coût.

Pouvoir et industrie

S'agissant de l'industrie, le grand public a un accès des plus limités à l'information. Devant les sarcasmes dont ils faisaient l'objet, des groupes comme les Amis de la Terre ou Greenpeace ont dû déployer toutes leurs forces et beaucoup de persévérance pour exposer l'importance des nuisances causées par de nombreux secteurs industriels. Seules leur insistance et plusieurs enquêtes approfondies leur ont permis de rassembler des faits et de les divulguer ; nous ignorons du reste l'étendue de ce qui n'a pas encore été révélé, nous ne savons pas plus ce qu'il nous reste à apprendre des pratiques corrompues en cours dans la City (qui très probablement d'ailleurs ne seront jamais ébruitées).

Les méfaits de l'ignorance

Il est trop facile d'adopter une attitude mi-résignée, mi-cynique, de déclarer « *le monde est ainsi fait* », ou (plus sophistiqué), « *c'est dans l'intérêt à long terme de l'économie* », ou n'importe quoi d'autre. A ce jeu on risque de perdre tout appétit de savoir, préférer dans certains cas ne pas savoir, de peur que la vérité soit au-delà du supportable. Avoir peur de s'informer, c'est un peu avoir peur de la liberté de pensée ; aussi embarrassés par l'information que par la liberté, certains préfèrent que d'autres décident à leur place. Le fait que beaucoup de gens pensent manifestement ainsi en dit long sur notre système d'éducation.

A la longue l'ignorance menace beaucoup plus sérieusement la société que le savoir. Elle est depuis des siècles responsable d'événements atroces, les procès pour sorcellerie par exemple, l'emploi de médications aux effets autrement plus dangereux que la maladie elle-même (que l'on songe

seulement aux traitements appliqués au tournant du siècle aux tuberculeux). L'ignorance conforte la méfiance, aux conséquences souvent pires et qui alimente plus la crainte que la vérité. L'ignorant se coupe du savoir, aliénation qui a provoqué la chute de plus d'un gouvernement. Au plus haut niveau de l'État, l'ignorance peut conduire à la guerre et à la défaite. Elle freine le progrès industriel, ce que confirment notre manque de compétences et nos difficultés à nous adapter au changement ; il est de surcroît avéré que les travailleurs se montrent à la fois plus motivés et plus productifs lorsqu'on les informe en confiance. L'ignorance met les ignorants à la merci des démagogues et des ambitieux de tout poil dont ils épouseront les mauvaises causes.

obtient une liste d'une inquiétante longueur. Elle comprend bien sûr les affaires qui ont éclaté à la suite d'émissions télévisées, *Death on the Rock* et *Secret Society* notamment, sans parler du procès Ponting ou de Spycatcher⁴. La première de ces émissions a poussé la Chambre des Communes à revenir sur ses premières déclarations à propos de la mort de membres de l'IRA⁵ à Gibraltar, mais si le nouveau communiqué adoptait un ton nouveau, il n'allait pas jusqu'à reconnaître le caractère fallacieux du précédent ; et le gouvernement a opposé une fin de non-recevoir à l'enquête minutieuse qui a disculpé les réalisateurs. La nouvelle loi sur les « secrets officiels » (*Official Secrets Act*) est à certains égards plus restrictive que l'ancienne, complètement discréditée depuis

A la longue, l'ignorance menace beaucoup plus sérieusement que le savoir

Elle leur porte aussi tort personnellement, car en les privant de la capacité d'opérer des choix véritables, elle limite leur existence et s'oppose à la réalisation de leurs potentialités. Toutes les sociétés qui ont atteint, et conservé, la prospérité à l'époque moderne y sont parvenues en dispensant le plus largement possible l'éducation ; la plupart des États devenus riches grâce à des ressources naturelles comme le pétrole – richesse quelque peu fragile, ainsi qu'on l'a vu récemment – ont utilisé cette aisance à des fins éducatives, manière de reconnaître que le savoir représente une ressource plus fiable et durable.

En Grande-Bretagne

Si l'on inventorie toutes les entraves qui s'opposent à la mise à disposition du savoir dans la Grande-Bretagne d'aujourd'hui, on

longtemps ; Ponting n'aurait aujourd'hui aucune chance d'échapper à la prison.

Certains progrès ont été accomplis, une loi assure la protection des fichiers informatiques (*Data Protection Act*), d'autres ménagent l'accès aux dossiers médicaux et personnels (*Medical Records Act*, et *Access to Personal Files Act*) ; mais ces nouvelles lois doivent le jour à la législation européenne ou à des projets défendus par des parlementaires sans portefeuille ou non inscrits. Plus grave, elles laissent de côté des problèmes cruciaux, tel le coût de l'énergie nucléaire. Il est maintenant clair que pendant des années on nous a

4. Allusion aux activités des services secrets anglais.

5. IRA : Irish republican army.

grossièrement trompés sur les coûts relatifs du nucléaire et des autres formes d'énergie. Tout laisse à croire que ceux qui se sont joués de nous s'abusent désormais eux-mêmes dans la mesure où leur foi dans le nucléaire les contraint à ne voir que ce qu'ils veulent bien voir. Mais aucun d'entre nous ne peut rien décider puisque la réalité nous est dérobée. Ce n'est pas tout ; l'information sur les sources d'énergie alternatives, l'utilisation des marées par exemple, n'est même pas rassemblée parce que la recherche dans ce domaine est délibérément privée des fonds nécessaires. Censé agir dans notre intérêt, le gouvernement gaspille notre argent et menace notre santé.

Les affaires qui font du bruit ne représentent qu'une petite partie du problème. Je me contenterai de citer trois exemples récents dont la presse a parlé. La Cour suprême a décrété que les 1 200 hémophiles infectés par le virus du SIDA à la suite d'une transfusion sanguine n'étaient pas en droit de poursuivre le gouvernement pour manquement à ses devoirs statutaires ; et bien qu'il y ait désormais des précédents législatifs, ils n'ont pas été autorisés à consulter les documents qui précisent la politique gouvernementale sur les produits sanguins, documents dont le ministère de la Santé affirme qu'ils sont protégés par une immunité d'intérêt public. Quel intérêt public ?

Un psychologue scolaire qui a récemment publié un rapport sur la baisse de niveau de l'enseignement s'est vu menacé de sanctions disciplinaires pour avoir divulgué ses découvertes. Ce qui laisse à penser soit que les autorités ne veulent pas reconnaître l'évidence, soit qu'elles n'ont pas d'arguments à lui opposer. Résultat, à l'avenir, les chercheurs désireux de conserver leur poste ou de monter en grade se montreront plus circonspects.

Le taux de suicides dans les prisons est dernièrement monté en flèche. De manière générale, les proches des prisonniers qui se sont supprimés n'ont pas été mis au courant des circonstances de la mort, ils n'ont même pas eu le droit de voir les notes laissées par les disparus. Pourquoi ?

Réduction des collectes statistiques

Les statistiques du chômage ont été modifiées à de si nombreuses reprises (vingt-quatre, pour être exact) qu'il est presque impossible de comparer les chiffres actuels et les précédents. L'indice de mesure de la pauvreté a été revu et le ministère de la Sécurité sociale s'est refusé à publier une étude sur les différences entre les résultats obtenus à partir de l'ancien et du nouveau système en prétextant de « coûts démesurés » (l'Institut d'études fiscales s'est plus ou moins chargé du travail, et que je sache, il n'a pas fait faillite).

Une fois de plus, les chiffres officiels devaient servir à prouver que le flux de richesses ne s'est pas tari, que les plus pauvres eux-mêmes ont connu une amélioration de leur niveau de vie ; hélas, ces données se sont révélées fausses. Toutefois le petit jeu qui consiste à changer les bases des statistiques parce qu'elles ne vous plaisent pas ou à les utiliser pour démontrer ce que vous voulez démontrer ne peut se poursuivre indéfiniment, ne serait-ce que parce que les gens cesseront d'y ajouter foi et qu'il est en fait beaucoup plus simple de ne plus établir de statistiques du tout. Le gouvernement a drastiquement réduit la collecte des données (au cours des dix dernières années, le nombre de statisticiens est passé de 9 000 à 4 000), en sorte qu'à présent lui non plus ne sait pas en détail ce qui se passe dans certains secteurs.

Coupes budgétaires et recherche

D'autres mesures ont eu sur l'accès à l'information des répercussions à la fois moins évidentes et plus indirectes, mais dont la portée à long terme pourrait s'avérer considérable. Les coupes opérées dans les fonds alloués par l'État aux universités ont poussé ces dernières à chercher, avec assez de réussite, des subventions auprès du secteur privé, l'industrie en particulier. Outre que cela menace directement la production de connaissances fondamentales, il est vraisemblable que des exigences supplémentaires viendront peser sur la publication des résultats de recherches financées par des crédits privés. Tout ce qui contribue à diminuer le volume des publications périodiques est peut-être une bonne chose ; mais ce sont les travaux les moins intéressants qui ne méritent pas d'être publiés, or il n'y a aucune raison de penser que la recherche financée par l'industrie a moins de valeur que celle qui bénéficie de subsides publics.

Les réductions budgétaires affectant les bibliothèques se répercutent elles aussi sur les publications périodiques qui traverseront sûrement une passe critique dans les années à venir. La croissance nette des titres actuellement publiés s'est déjà sensiblement infléchie depuis trois ou quatre ans, phénomène qu'il sera difficile d'inverser dans la mesure où la raréfaction des abonnements conduit à majorer les prix, d'où un plus grand nombre de résiliations par les bibliothèques, et ainsi de suite.

En même temps que le budget des acquisitions rétrécissait comme une peau de chagrin dans les bibliothèques universitaires, on a de plus en plus sacrifié les besoins des étudiants à ceux de la recherche (le corps des enseignants et des chercheurs pèse il est vrai

d'un autre poids que les étudiants dans le budget) et la quantité de documents acquis à l'usage des étudiants doit avoir bien diminué depuis une dizaine d'années. Le resserrement de l'éventail des lectures mises à disposition des étudiants, l'accès plus limité à des documents commandés en petite quantité se répercutent forcément sur la façon dont les étudiants apprennent, sur les compétences qu'ils acquièrent en cherchant et en évaluant les informations. Il ne faudrait pas s'étonner qu'ils se montrent au sortir de leurs études moins assoiffés de connaissances, plus prêts à accepter ce qu'on leur dit.

Quoi qu'il en soit, le court terme et la culture de marché favorisent une orientation de plus en plus professionnelle des cursus, ce qui signifie que les étudiants auront moins de motifs, ou se verront moins encouragés, à rechercher le savoir pour le savoir ; le marché de la connaissance « pure » est limité et les étudiants peuvent s'enrichir beaucoup plus et beaucoup plus vite en entrant dans le monde des affaires plutôt qu'en s'engageant dans la quête du savoir. Voilà qui augure mal de l'accès à l'information dans le futur. Ces étudiants formeront les membres des gouvernements et des élites de demain, leur attitude vis-à-vis de la mise à disposition du savoir sera donc déterminante puisque c'est dans une large mesure aux couches les plus instruites de la population qu'il incombe de faire pression pour que l'information soit disponible.

L'édition scientifique

La culture et l'économie de marché ont eu une influence plus directe sur la mise à disposition de l'information. Le système qui prévaut dans les publications périodiques universitaires n'a pas grand-chose à voir avec l'économie de marché au

sens propre ; les éditeurs reçoivent les informations sans bourse délier et le marché auquel ils s'adressent est largement subventionné. Certains signes montrent pourtant que l'édition scientifique se trouve de plus en plus entre les mains de sociétés dont le souci majeur, voire unique, est de réaliser des bénéfices plutôt que de propager le savoir, qui considèrent ces publications comme un investissement parmi d'autres. Si une multinationale rachetait ces revues, cela se traduirait par une augmentation des prix, une disparition de certains titres, voire les deux.

Les auteurs n'étant pas rémunérés, on peut se demander pendant combien de temps les universités continueront à élaborer et diffuser une

Les conséquences de la consultation informatique

La consultation des articles sur demande, qui dans les bibliothèques viendrait s'adjoindre ou se substituer à ces produits que nous appelons périodiques, favoriserait également ce genre de développement en permettant d'identifier aisément les articles très demandés et ceux qui ne le sont pour ainsi dire jamais.

Tout système basé sur la consultation sur demande modifiera profondément les structures et l'économie de l'accès aux documents. Il fera peser d'énormes exigences sur les outils bibliographiques qui devront à la fois présenter les documents disponibles et rempla-

Le resserrement de l'éventail des lectures mises à leur disposition se répercute forcément sur la façon dont les étudiants apprennent

production, la recherche, de qualité. L'état de choses actuel convient peut-être aux universitaires qui perçoivent d'autres revenus, mais si les universités n'étaient pas disposées à publier les recherches effectuées en leur sein sans contrepartie financière le système des publications serait complètement différent. La rémunération pourrait être très élevée ; on a en effet estimé que le coût de parution d'un article scientifique dans *Science* revient au total à plusieurs milliers de livres sterling. Les éditeurs s'appuieraient sur le marché pour examiner avec la plus grande attention les articles qu'ils accepteraient de publier, et ils en publieraient beaucoup moins.

cer dans une certaine mesure la consultation des périodiques. Celle-ci deviendra beaucoup plus complexe ; quiconque a essayé de parcourir des textes sur écran confirmera que l'entreprise est autrement plus lente et fastidieuse que sur papier. Si les bibliothèques commandent des articles à la demande d'usagers individuels, ce sera à la charge de ces derniers. Sans doute cela fera-t-il l'affaire des lecteurs rattachés à une institution qui assumera la dépense, en revanche la suppression de l'accès aux imprimés pourrait sérieusement désavantager les autres. On ne peut espérer que tous les usagers disposent de l'équipement informatique nécessaire ni qu'ils aient les moyens d'assumer tous les frais. L'écart est déjà net entre information riche et information pauvre ; s'il est indispensable de le réduire, tous les signes montrent

qu'il se creuse sous l'effet conjugué de la commercialisation croissante de l'information et de la dépendance accrue vis-à-vis de la technologie.

On voit malaisément ce que l'on pourrait y changer à défaut de trouver une solution de rechange efficace au système qui régit actuellement la publication des revues, une

grandement contribué à répandre le livre dans presque toutes les couches de la population. Moi-même par exemple, je dépenserais à peu près autant d'argent chez les libraires si tous les livres étaient reliés, mais avec la même somme je peux en acquérir beaucoup plus ; pour un ouvrage relié je m'offre en moyenne trois livres de poche, et je

pratique justifiable et souhaitable du reportage occupera de moins en moins de place.

Télévision, radio, obscénité

La télévision et la radio exercent une influence autrement plus importante que l'écrit ; même lorsqu'elles touchent un auditoire restreint, leurs émissions bénéficient d'une audience incommensurablement plus grande que le livre, à quelques très rares exceptions près. Elles tombent rarement aussi bas que les torchons de la presse écrite et les programmes de la BBC⁶ restent encore les meilleurs du monde. Hélas, bien des signes attestent que leur indépendance et leur qualité diminuent sous l'effet de la contrainte permanente exercée par le marché, situation qui ira probablement en empirant.

Une autre menace déjà évoquée plus haut plane autant sur l'édition que sur les émissions de radio et de télévision, je veux parler de l'intérêt du gouvernement pour ce qui est porté à la connaissance du public. Cela n'a rien à voir avec les contraintes du marché. A croire que ce gouvernement ne dispose pas d'une large majorité, qu'il se sent bien mal assuré sur ses bases pour juger nécessaire de peser d'une si lourde poigne sur les médias.

L'influence de la pornographie sur les comportements fait depuis des années l'objet de discussions. Sans vouloir entrer ici dans ce débat, je dirai qu'on l'a utilisé pour essayer de limiter la publication d'œuvres artistiques importantes (au nombre desquelles je range des films et des pièces de théâtre). Parce qu'elle enrichit l'esprit et stimule l'imagination, la culture ne se dissocie pas

Le contact avec le livre, sa pénétration dans les différents secteurs sociaux sont aujourd'hui meilleurs qu'il y a vingt ans

solution à même de satisfaire tous les maillons de la chaîne de l'information et ne pénalisant pas les chercheurs qui ne peuvent compter sur un solide soutien institutionnel. N'oublions pas que les chercheurs ne travaillent pas tous pour l'Université, la recherche industrielle ou le gouvernement. Et que ceux qui n'ont pas cet ancrage ne s'occupent pas tous de sciences humaines ou sociales ; ainsi les recherches qui ont permis de mieux comprendre les problèmes de l'environnement ont en grande partie dû être menées à partir de revues scientifiques.

L'édition courante

L'édition savante ne représente qu'une petite portion du volume des publications ; pour leur information quotidienne la plupart de nos contemporains sont tributaires de supports imprimés, visuels ou sonores plus « populaires ». Que pouvons-nous en dire ?

Tout d'abord, n'oublions pas l'impact des éditions de poche qui constituent désormais une proportion importante des ouvrages publiés (la moitié environ au Royaume-Uni) et un pourcentage plus considérable encore des exemplaires vendus. Elles ont

ne pense pas que cette attitude soit exceptionnelle chez les gros acheteurs de livres.

La révolution du poche doit avoir quelque peu compensé la baisse du nombre de titres communiqués dans les bibliothèques publiques, baisse supérieure à 10 % pour la dernière décennie. Il serait intéressant de disposer de chiffres sur l'ensemble des livres lus depuis, disons, 1970, sur la part relative des prêts et des acquisitions de 1970 à 1989. Je suis prêt à parier qu'un changement profond s'est alors produit, que le contact avec le livre, sa pénétration dans les différents secteurs sociaux sont aujourd'hui meilleurs qu'il y a vingt ans.

Dans d'autres domaines, le tableau est moins riant. Nous possédons plusieurs « bons » journaux, mais il y en a bien un ou deux qui sont moins bons que jadis et tous ont des tirages relativement bas. La grande majorité des autres titres de la presse écrite renferme peu d'informations dignes de ce nom et les présentent sous un jour rien moins qu'objectif. Il ne s'agit d'ailleurs pas toujours de journaux à proprement parler, surtout de *comics* au contenu curieusement fragmentaire. Au vu de leurs choix, notamment leur immixtion dans la sphère du privé, on peut présumer que la

6. BBC : British broadcasting corporation.

du savoir ; un bon roman m'« apprend » beaucoup plus que la plupart des traités de littérature. On assiste à l'heure actuelle à des tentatives visant à étendre l'application de la loi sur le blasphème, loi franchement démodée qu'il faudrait complètement abolir ; une religion incapable de souffrir l'insulte et le rire est sûrement très fragile (nos ministres eux-mêmes supportent les railleries). Ce n'est pas là un problème insignifiant ; toute entrave à la liberté d'expression peut se transformer en entrave à la liberté de pensée et influer sur la façon dont nous abordons globalement le savoir et y avons accès.

Les bibliothèques publiques

Si les bibliothèques universitaires se voient dans l'obligation de résilier leurs abonnements aux revues scientifiques il reste possible d'identifier l'essentiel du contenu de ces périodiques à partir des bases de données bibliographiques ; bien que privés des facilités qu'offre la consultation directe, les étudiants et les chercheurs sont néanmoins beaucoup moins gênés que les lecteurs des bibliothèques publiques, aux intérêts souvent moins bien définis et qui trouvent en feuilletant les publications le moyen de définir des besoins imprécis ou de satisfaire uné curiosité, deux approches qui constituent un processus d'apprentissage.

Inutile d'insister ici sur le rôle incitateur des bibliothèques publiques vis-à-vis de la lecture et de l'écriture. Toute réduction du fonds disponible de ces établissements est potentiellement dangereuse, elle ôte aux usagers la chance d'élargir leurs intérêts et de s'enrichir intellectuellement, de la même manière que l'horizon des étudiants se rétrécit lorsqu'on les prive de lectures. Les fonds alloués aux bibliothèques publiques ont beau avoir

L'inanition qui menace les bibliothécaires ne touche vraiment ou ne tracasse qu'une petite partie de l'élite

plus augmenté que l'inflation, ils restent très en-deçà de la production éditoriale et du prix du livre ; une chose est claire, il faut les répartir entre un nombre toujours plus grand de médias et de techniques permettant d'accéder à l'information. Les budgets d'acquisition ne devraient pas être uniquement comparés à l'indice du prix du livre et à la production mais à l'ensemble des supports d'information. Le tableau s'obscurcit alors considérablement. Les bibliothèques publiques doivent opter entre différents supports, différents services. Au bout du compte ce choix ne peut que contribuer à aggraver la carence en informations, évolution encore accélérée par les effets de la *poll tax* qui conduit certaines municipalités à diminuer les horaires d'ouverture des bibliothèques ou à supprimer des annexes.

Le scandale des bibliothécaires scolaires

Quant à la situation des bibliothèques scolaires, c'est un scandale national. Même lorsque la Grande-Bretagne pouvait à juste titre se prévaloir de posséder le meilleur réseau mondial de bibliothèques, les bibliothèques scolaires ne lui faisaient pas honneur ; les crédits des écoles sont à présents si minces que les achats de livres y sont encore moindres qu'autrefois. Dans un rapport publié au début de cette année, les inspecteurs de Sa Majesté déclarent (entre autres) que les enfants « *paient le prix du désintérêt antérieur, ils ont accès à des ouvrages trop peu nombreux et désuets, dans des bibliothèques*

étriquées, inconfortables, confiées à un personnel surmené qui ne dispose pas d'assez d'argent pour améliorer les fonds ». Le budget moyen des acquisitions se montait à 2,64 livres par enfant et par an, soit la moitié du prix d'un Penguin.

L'indifférence, le pire des maux

Les bibliothèques quelles qu'elles soient peuvent compter sur des appuis multiples, mais pas sur des décisions budgétaires conséquentes. L'inanition qui les menace ne touche vraiment ou ne tracasse qu'une petite partie de l'élite. On vote d'ailleurs peu de crédits pour l'enseignement, supérieur en particulier, pour la recherche ou la poursuite du savoir sous toutes ses formes. Nous n'avons plus besoin de brûler nos savants sur le bûcher : vivants, ils ont assez peu d'influence. Limiter l'accès à l'information fut un jeu d'enfant car nous étions trop peu à nous en inquiéter, il fut tout aussi facile de réduire les budgets de l'éducation et de la recherche parce que la société incroyablement anti-intellectuelle et anticulturelle qui est la nôtre voit semble-t-il dans le savoir et l'enseignement un privilège ou un luxe plus qu'une nécessité. Je n'imagine pas que ce qui est arrivé à l'enseignement et à la recherche en Grande-Bretagne puisse se produire dans n'importe quel autre pays d'Europe de l'Ouest (ni de l'Est, maintenant) sans susciter des campagnes retentissantes et très suivies.

Un tableau affligeant

Le tableau que j'ai brossé est affligeant. C'est celui du secret généralisé à l'ensemble de la société, de la recension insuffisante de faits sélectivement divulgués, de la restriction de l'accès à l'information, des menaces que la technologie, les lois du marché et la commercialisation font peser sur la mise à disposition des connaissances, des coupes opérées dans le budget de la recherche, de l'enseignement, des bibliothèques, de la complaisance du public face à cette situation. Quelles solutions pouvons-nous apporter ?

L'enseignement est au fondement de tout progrès. Si la population ne reçoit pas un enseignement adéquat – adéquat de par sa nature et son discernement – la demande de savoir, l'aptitude à découvrir, la capacité à estimer ce qui est découvert ne peuvent qu'être insuffisantes. Nous avons cruellement besoin d'une population avide de s'informer et disposant des ressources pour apaiser cette faim. La tâche dépasse les bibliothécaires et les spécialistes de l'information, mais le rôle que nous pouvons jouer ne se limite pas à lancer des campagnes nationales pour remédier au triste état de l'enseignement.

Mobiliser et convaincre

Il nous faut renchérir sans relâche sur la nécessité pour le réseau des bibliothèques de maintenir la qualité des fonds et des services, y compris dans la répartition au niveau local. Nous y insistons sans arrêt, bien sûr, mais pourquoi ne pas plus solliciter nos alliés naturels : usagers, enseignants, libraires, éditeurs ?

Nous devons faire comprendre aux milieux d'affaires, aux industriels, au grand public, mais surtout au gouvernement, que l'information

est vitale pour l'avenir, qu'elle est la première ressource nationale, qu'elle est l'affaire des bibliothèques, pas simplement des livres. Ici aussi nous disposons d'alliés naturels, ceux mentionnés ci-dessus mais également les secteurs concernés par la technologie et le traitement informatique de l'information. Peut-être devrions-nous envisager une campagne nationale du type de l'IT 82 (Information Technologies)⁷, mais en mettant cette fois plus l'accent sur le I (information) que sur le T (technologies).

Nos bibliothèques sont-elles aussi bien des sources d'information que des collections de documents ? Pouvons-nous faire plus avec les étudiants et les adultes pour pallier l'échec de l'éducation scolaire à intégrer les techniques de l'information ? Nos bibliothèques sont-elles des centres d'étude ? Mettons-nous autant de zèle à propager qu'à répondre ? Les bibliothèques d'entreprise ont depuis longtemps évolué, passant du stade de « simples » bibliothèques à celui de centres d'information ; celles dont le rôle dépasse largement les

Il nous faut renchérir sans relâche sur la nécessité pour le réseau des bibliothèques de maintenir la qualité des fonds et des services

Avons-nous suffisamment explicité à nos maîtres et seigneurs les plus proches (recteurs et provideurs, administrateurs, directeurs) le concours que nos fonctions de bibliothécaires nous permettent d'apporter au développement de l'instruction ? Entretenir la curiosité et l'appétit de savoir de chacun, apprendre à tous comment se procurer et évaluer l'information, ces deux démarches se trouvent au cœur de l'enseignement ; mieux, elles sont l'enseignement. Les ressources que nous offrons à l'étude peuvent tout autant contribuer à l'enseignement que les professeurs et les chargés de cours. Avons-nous les moyens de bâtir notre défense sur ces bases ? Sinon, la faute incombe-t-elle en partie à nos bibliothèques ? Les avons-nous conçues pour offrir des ressources éducatives concrètes ou comme des collections inertes ?

services offerts aux chercheurs sont en passe de devenir, si ce n'est déjà fait, des centres de gestion de l'information. D'autres bibliothèques pourraient-elles les égaler ? En fournissant directement l'information à leurs seigneurs et maîtres, elles transmettraient tout aussi directement à ceux qui ont le pouvoir d'agir un message sur la valeur de l'information, elles occuperaient ainsi une position plus centrale, plus décisive et, la chance aidant, bénéficieraient d'une augmentation de crédits qui pourrait venir renforcer les services qu'elles assurent traditionnellement.

Et si nos bibliothèques réalisent et représentent d'ores et déjà tout cela, pourquoi personne ne s'en aperçoit-il ? Serions-nous trop modestes ? Il vaut la peine de se demander ce que nous ferions si nos moyens dépendaient entièrement des services que nous assurons. Une chose est sûre, nous serions moins tranquilles sur notre sort.

Quant à la manie du secret en cours dans notre société, nous n'y

7. IT 82 : campagne menée par le Gouvernement en 1982, pour la promotion des nouvelles technologies.

pouvons pas grand-chose si ce n'est refuser de jouer le jeu et appuyer l'adoption d'une loi sur la liberté d'information. D'aucuns prétendent qu'elle ne servirait à rien car ceux qui nous gouvernent trouveront toujours le moyen de la contourner. Ils essaieront, certes, mais avancer qu'il est inutile de proposer une loi sous prétexte qu'elle ne sera pas efficace est à la fois défaitiste et cynique ; si l'on se

rendait à cet argument, bien peu de lois seraient adoptées.

Après plusieurs années d'application d'une loi sur la liberté d'information, on finira par considérer le secret comme une erreur évitable. Le sentiment très partagé en Grande-Bretagne qu'il n'y a rien à gagner à essayer d'améliorer les choses m'irrite particulièrement. C'est une recette assurée pour que tout aille en empirant.

Chargées de fournir des informations au marché, les bibliothèques sont aussi des bastions de culture et de liberté. Nous couvrons une immense étendue de connaissances, nous avons affaire au savoir sous toutes ses formes. Si savoir c'est pouvoir, nous aussi nous avons le pouvoir. Nous ne devrions pas craindre les dangers que son exercice implique.

Novembre 1990